

[Texte]

much greater degree of difficulty, I know from my days in the Department of Finance, in terms of being accountable for the amount of money we give to industry. I think that what may come out of these sectorial strategies is an emphasis on targeting because of the fiscal restraint that the government is under, which the private sector understands very well. For example let us go back to my automotive task force; my guess is that one of these is going to say, look we need some upfront financial assistance in the area of the better use of advanced technology. Of course the hon. member knows the debt-equity ratios of a lot of companies are in a serious state of disrepair and they have to be addressed, first, through taxes, but in many cases we can proactive as a government by putting some upfront money with them to undertake projects which are sort of on the borderline at the present time; for example, the small and medium entrepreneurs. My colleague, Mr. Rompkey, through the Federal Business Development Bank is now looking, for example, at his venture-capital portion, undertaken by FBDB some years ago; or getting into the possibility of investment banking, because they have a specific problem. There is a threshold at every level for a small or medium sized entrepreneur. Obviously I wish that I could talk totally about the new program we are putting forward to our cabinet colleagues, but the basic outline, as I indicated in my opening statements, is using the product cycle; again that is the threshold thing that Mr. MacLaren is talking about. How do you get the company from this stage to the next stage. By providing financial assistance upfront, given the debt-equity ratios, given the even in some cases the equity infusions that some of these companies need over and above having access to debt capital, I think we can initiate a lot of projects that at present are sitting there on the drawing boards that just need that little extra push to make them a fact of reality, which in turn, will create jobs, particularly in the high technology sector.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. MacLaren. Mr. Blenkarn.

**Mr. Blenkarn:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, I would like to follow-up on this Maislin smazzle. Your predecessor proceeded to guarantee the Canadian Imperial Bank of Commerce, to make sure the bank would not loose any money, some \$34 million. Now we are not quite sure whether it was \$34 million or whether it was \$27 million or \$28 million in U.S. dollars, and so many millions in Canadian. Could you advice us what in fact you did guarantee?

**Mr. Lumley:** If I recall, Mr. Chairman, I stand to be corrected by my official, I think it was equivalent to U.S.\$34 million.

**Mr. Blenkarn:** So we guaranteed U.S.\$34 million, so the liability is not Can\$34; it is more like Can\$42 million.

[Traduction]

parlementaires, le système fiscal présente un plus grand degré de difficultés pour ce qui est de rencontres des sommes d'argent que nous donnons à l'industrie, je le sais pour avoir été au ministère des Finances. Je pense que ce qui ressortira peut-être de ces stratégies sectorielles, c'est l'importance des objectifs étant donné les restrictions fiscales du gouvernement, que le secteur privé comprend très bien. Par exemple, revenons à mon groupe de travail sur l'industrie automobile; je présume qu'un de ces jours ils nous diront, écoutez, nous avons besoin d'une aide financière à l'initiative dans le domaine de la meilleure utilisation de la technologie de pointe. Bien sûr, l'honorable député sait que les ratio d'endettement de nombreuses compagnies laissent beaucoup à désirer et qu'il faut s'attaquer à ce problème, d'abord par le biais de la fiscalité, mais dans beaucoup des cas nous pouvons agir directement en tant que gouvernement en leur fournissant tout de suite l'argent nécessaire pour entreprendre des projets qui sont en quelque sorte marginaux pour l'instant; par exemple, pour les petits et les moyens entrepreneurs. Par exemple, mon collègue M. Rompkey, étudie l'aspect capital risque de la Banque fédérale de développement, programme entrepris il y a quelques années; ou envisage la possibilité de financement bancaire d'investissements, parce qu'il y a des problèmes précis à ce chapitre. Pour les petits et moyens entrepreneurs il y a des seuils à chaque niveau. Evidemment j'aimerais pouvoir vous parler librement du nouveau programme que nous présentons à nos collègues du Cabinet, mais fondamentalement, comme je l'ai dit dans ma déclaration d'ouverture, nous utilisons le cycle de production; encore une fois c'est la question de seuil dont M. MacLaren parle. Comment peut-on amener la compagnie à passer d'une époque à l'autre. Il faut leur fournir une aide financière directe, compte tenu des ratio d'endettement, compte tenu même dans certains cas d'infusion de capitaux dont certaines de ces compagnies ont besoin en plus d'avoir accès à des emprunts de capitaux, de cette façon je pense que nous pouvons lancer beaucoup de projets qui dorment présentement sur les tablettes et qui n'ont sûrement besoin que d'un petit coup de pouce pour devenir réalité, et ces réalités se traduiront par la suite par des emplois, surtout dans le domaine de la haute technologie.

**Le vice-président:** Merci, monsieur MacLaren. Monsieur Blenkarn.

**M. Blenkarn:** Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, je voudrais répondre à cette question confuse de Maislin. Votre prédécesseur a accordé une garantie de 34 millions de dollars à la Banque canadienne impériale de commerce pour s'assurer que celle-ci ne perde pas d'argent. Maintenant, nous ne sommes pas trop sûrs si ce 34 millions de dollars ou 27 millions de dollars ou 28 millions de dollars en devises américaines, et le reste en devises canadiennes. Pourriez-vous nous dire précisément ce que vous avez garanti?

**M. Lumley:** Si je me souviens bien, monsieur le président, mes fonctionnaires me reprendront si je me trompe, je pense que la garantie équivalait à 34 millions de dollars américains.

**M. Blenkarn:** Nous avons donc fourni une garantie pour 34 millions de dollars américains, donc il ne s'agit pas de 34